

intérieures depuis une génération. La concurrence et l'intégration transfrontières croissante continuent par ailleurs d'augmenter les pressions en faveur d'une réduction des écarts substantiels entre pays dans de nombreux secteurs que les décideurs avaient toujours jugé être typiquement locaux par le passé⁴. On note donc une nette convergence de la réalité et de l'idéologie de la croissance, qui se produit sur une échelle globale encore jamais vue.

Malgré le travail qu'il reste à faire, les fruits que vient de produire cette recherche de la convergence sont impressionnants, tout comme les avantages en découlant. Par exemple, la communauté commerciale internationale, et plus particulièrement les États-Unis et l'Union européenne, a finalement manifesté en 1994 la volonté politique qu'exigeait la conclusion de la saga des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round qui duraient depuis presque huit ans. La nouvelle OMC est née en janvier 1995, en même temps qu'entraient en vigueur ses accords sur les marchandises, les services, la propriété intellectuelle, différentes obligations visant l'investissement, le règlement des différends et d'autres règles commerciales⁵.

D'après les estimations de l'OCDE, d'ici l'an 2002, les réductions des barrières tarifaires et non tarifaires négociées dans l'Uruguay Round feront augmenter le produit intérieur brut (PIB) mondial d'au moins 270 milliards de dollars US par année, dont quelque 86 milliards au profit des pays non membres de l'OCDE⁶. Cette part qui reviendra aux pays en développement correspondra à la moitié des contributions annuelles d'aide publique au développement faites à ces pays par les pays de l'OCDE au début des années 1990. En fait, les avantages globaux de ces réductions seront beaucoup plus importants, le modèle utilisé pour obtenir ces résultats ne tenant pas suffisamment compte des effets de croissance dynamique produits par la spécialisation, des économies d'échelle et de la confiance qu'un cadre commercial plus rassurant fait invariablement naître dans le milieu des affaires. Dans ses estimations, l'OCDE omet en outre de tenir compte des avantages économiques qui découleront de la libéralisation du commerce des services, de l'existence d'un mécanisme de

⁴ Pour plus de renseignements, voir Keith H. Christie, « La mondialisation et la politique officielle au Canada : la recherche d'un paradigme », Affaires étrangères et Commerce international Canada, Document du Groupe des politiques n° 93/01, janvier 1993.

⁵ L'imposition progressive de ces nouvelles obligations s'étendra sur plusieurs années. Pour un résumé des résultats de l'Uruguay Round rédigé en termes simples, voir Jeffrey J. Schott, avec la coll. de Johanna W. Buurman, *The Uruguay Round: An Assessment*, Washington, D.C., Institute for International Economics, 1994.

⁶ OCDE, *Évaluer les effets du cycle d'Uruguay*, Paris, 1993, pp. 7, 20-21.